



Lundi 2 septembre 2024

Pour une rentrée de lutte des classes

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6^e et 5^e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal *Le Monde* s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution ! Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1^{er} octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Allô, allô, Monsieur l'ordinateur.

Dans les ateliers, plus le temps passe et plus on a de tâches informatiques à accomplir... mais pas plus de temps pour le faire, résultats : les cadences s'intensifient. Y'a pas à dire, les "hôtels industriels digitalisés" ça ressemble vachement aux bonnes vieilles usines du XIXème siècle.

Embauchés ou intérimaires : même combat !

De plus en plus de nos nouveaux collègues sont embauchés en intérim au lieu de l'être en C.D.I., voire un peu mieux, au statut. La boîte veut toujours plus de flexibilité de la part de ceux qui bossent, et quand elle n'en a plus besoin, elle veut pouvoir les jeter comme des vieux kleenex.

C'est l'un des aspects centraux du *lean-management* : considérer les travailleurs comme des « ressources », corvéables et malléables à merci. C'est cette même logique capitaliste qui bousille l'hôpital public, et à qui on doit d'attendre des heures pour se faire mal soigner. On ne pourra compter que sur nos luttes pour renverser la vapeur !

Primes vs augmentation de salaire

Dans les ateliers on nous a promis des primes à l'occasion des JO, celles-ci ne sont pas les mêmes d'un atelier ou d'un secteur à l'autre. Encore une manière d'individualiser les rémunérations, et en plus si le travail a été effectué, les primes elles ne sont toujours pas tombées. Comme quoi, ce sont des augmentations de salaire pour tous qu'il nous faut !

Médaille d'or du flicage

La RATP fait payer de plus en plus cher les usagers : le prix de l'abonnement a augmenté de 15% en 1 an et demi, le prix du billet double pendant les JO et les JOP. Pour faire raquer les usagers, la direction pousse les contrôleurs à toujours plus cliquer. Elle leur donne une prime sur chaque amende et leurs chefs les maintiennent sous pression. La semaine dernière, un contrôleur de bus est passé en procédure disciplinaire pour avoir critiqué cette politique du chiffre et ses conditions de travail dans un reportage M6.

Nous cliquer nous ou les usagers, c'est presque la même discipline aux Jeux Patronaux. Et nos patrons mériteraient la médaille.

Fraude patronale !

La révélation du Parisien sur l'effacement de voyants dans les bus avant qu'ils passent le contrôle technique, n'est pas pour nous étonner sur les pratiques patronales. Ils sont prêts à tout pour ne pas perdre du temps et du fric. Dans cette affaire chacun rend responsable l'autre. Mais, ce qui est sûr c'est que ce n'est pas aux travailleurs de payer pour des pratiques orchestrées par la direction !

Épreuves au quotidien

Paris accueille jusqu'à la fin de la semaine les Jeux paralympiques. Mais pour le million de personnes en situation de handicap vivant en Ile-de-France, les épreuves c'est déjà au quotidien. En particulier dans les transports : très peu de stations de métro accessibles faute d'aménagements, des rampes des bus défailtantes à cause de la baisse des moyens dans la maintenance, des bus ou métro trop remplis aux heures de pointe... On est bien loin de la soi-disant "égalité" inscrite dans nos lois et sur le fronton des mairies. Dans ce domaine, comme partout ailleurs, l'égalité réelle reste à conquérir.

Rentrée des grèves !

À Bourg en Bresse les collègues font grève ce lundi. Ils revendiquent des repos compensateurs suite à un allongement de 40 minutes de leur durée quotidienne de travail après une augmentation de l'offre sur le réseau. À Clermont-Ferrand aussi, il y a grève, pour les salaires cette fois. On recense également d'autres bagarres dans les réseaux urbains et interurbains en cette rentrée (Nantes, Saint-Nazaire, interurbain Hérault). Ces luttes rappellent qu'il est possible de s'organiser collectivement pour exprimer nos revendications, même si ce ne sont souvent que des débrayages de courte durée, au rapport de force limité. Pour faire aboutir réellement et durablement nos revendications, souvent très similaires d'une entreprise à une autre, la meilleure arme reste la grève totale, déterminée, et coordonnée à grande échelle. Voilà nos devoirs pour cette année.

Gaza : réapparition de la poliomyélite

Dans ce territoire palestinien la polio avait été éradiquée il y a 25 ans. Elle vient de faire sa réapparition. Un premier cas a été récemment confirmé chez un enfant de dix mois. « Des équipes du ministère de la Santé, de l'Unrwa (l'agence de l'ONU pour les réfugiés) et des ONG ont débuté samedi la campagne de vaccination contre la polio », a déclaré le docteur Moussa Abed, directeur des premiers soins au sein du ministère local de la Santé. L'ONU a envoyé 1,2 million de doses du vaccin anti-polio. Le développement de la maladie est lié aux conditions de vie et d'hygiène effroyables dans lesquelles vit la population gazaouie qui s'ajoutent aux massacres perpétrés par l'armée israélienne. Le dernier bilan fait état de 40 691 morts, 94 060 blessés et des milliers de disparus.

Tu peux retrouver toute l'actualité d'un point de vue révolutionnaire sur notre site avec ce QR Code.

